



Assemblée générale

Distr. générale
1er juillet 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-deuxième session

Point 73 de l'ordre du jour

Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

Rapport de la Première Commission (deuxième partie)

Rapporteur : M. Miloš **Koterec** (Slovaquie)

I. Introduction

1. À la reprise de sa session, la Première Commission a continué l'examen du point de l'ordre du jour intitulé «Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire».

II. Examen du projet de décision A/C.1/52/L.53

2. Le 26 juin 1998, l'*Afrique du Sud*, l'*Algérie*, le *Bélarus*, la *Croatie*, l'*Équateur*, l'*Espagne*, l'*Indonésie*, l'*Iran (République islamique d')*, l'*Irlande*, le *Luxembourg*, l'*Ouganda*, le *Pérou* et la *République arabe syrienne* ont présenté un projet de décision intitulé «Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire : rapport de la Commission du désarmement» (A/C.1/52/L.53).

3. À sa 25^e séance, le 29 juin, la Première Commission a examiné le projet de décision A/C.1/52/L.53 et l'a adopté sans le mettre aux voix.

III. Recommandation de la Première Commission

4. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

Rapport de la Commission du désarmement

L'Assemblée générale, rappelant sa résolution 52/12 B du 19 décembre 1997 et eu égard à la nécessité d'améliorer l'efficacité du fonctionnement de la Commission du désarmement, décide que :

a) La Commission du désarmement doit continuer de jouer un rôle spécifique dans le cadre du mécanisme du désarmement car elle est le seul organe ouvert à tous les pays chargé d'examiner en profondeur les questions de désarmement pertinentes;

b) S'agissant de la session de fond de 2000, la partie de l'ordre du jour de la Commission du désarmement qui concerne les questions de fond devrait normalement se composer de deux points de l'ordre du jour par an choisis parmi tout l'éventail des questions de désarmement, dont l'un aurait trait au désarmement nucléaire. Il serait possible de retenir un troisième point de l'ordre du jour si un consensus se dégagait pour l'adopter. Les organes subsidiaires ne devraient pas se réunir parallèlement à la session de la Commission;

c) Les sessions de fond annuelles de la Commission du désarmement devraient durer trois semaines;

d) Les questions de fond inscrites à l'ordre du jour devraient être examinées par la Commission du désarmement pendant trois ans. Selon la spécificité des questions à aborder, il serait possible d'adopter par consensus, au cas par cas, d'autres délais d'examen;

e) Les groupes régionaux devraient être invités à faire en sorte que les présidents des organes subsidiaires soient élus de bonne heure, de préférence lors de la session d'organisation de la Commission à l'automne, de façon que ces organes puissent tenir des consultations intersessions sur les différents sujets. Il est souhaitable que les subsidiaires soient présidés par la même personne pendant toute la durée de l'examen d'une question de fond;

f) On pourra, selon les circonstances, faire de l'optimisation des méthodes de travail de la Commission du désarmement un processus permanent reposant sur le consensus, notamment dans le cadre de l'examen du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement.
